

Quelle politique linguistique pour l'école luxembourgeoise ?

Jean-Jacques Weber

Malgré les nombreux changements des dernières années, voire décennies, le système scolaire luxembourgeois a un besoin urgent d'une réforme de la politique des langues d'enseignement. C'est toujours l'enseignement des langues qui est responsable d'un taux d'échecs beaucoup trop élevé. Cette question est essentielle, car tout ce que nous apprenons, nous l'apprenons à travers une langue. Dans cet article, je propose une nouvelle politique des langues d'enseignement à la fois cohérente et consistante, qui pourrait transformer nos écoles en « écoles de la réussite » pour tous les élèves.

Le système tel qu'il fonctionne actuellement implique un certain nombre de problèmes. D'un côté, l'apprentissage du français est difficile pour beaucoup d'élèves, principalement à cause d'une méthode d'enseignement encore trop centrée sur la correction orthographique et grammaticale. De l'autre, les élèves qui n'utilisent pas le luxembourgeois comme langue à la maison (et il y en a beaucoup) doivent apprendre le luxembourgeois et l'allemand en un laps de temps assez court. Or la recherche scientifique nous montre que le fait d'apprendre en même temps deux langues proches l'une de l'autre mène à des interférences entre ces deux langues et a ainsi un effet négatif sur les performances scolaires de ces élèves.

L'argument qui consiste à dire que les choses se sont toujours faites ainsi et que, par conséquent, rien ne peut changer, est tout à fait inacceptable. Tout système scolaire doit s'adapter à une population scolaire et à un marché du travail en pleine mouvance. Qu'on le veuille ou non, le Luxembourg est engagé dans un processus de mondialisation, avec des langues comme l'anglais et le français jouant un rôle de plus en plus important. Par contre, l'allemand a perdu beaucoup de son importance sur le marché du travail luxembourgeois : dans le secteur privé, seulement

5 % des salariés l'utilisent comme première langue. De même, l'anglais et le français sont les langues les plus importantes pour faciliter l'accès au marché du travail luxembourgeois¹.

Se fonder sur des résultats de recherche

La politique linguistique décrite ci-dessous ne répond pas à mes préférences personnelles, mais se fonde sur les résultats solides de la recherche, notamment en ce qui concerne les points suivants². En premier lieu, nous savons que la meilleure façon d'apprendre est toujours de partir de ce qu'on sait déjà ; il faut donc se servir des connaissances que les enfants apportent de chez eux pour les mener vers le nouveau savoir que l'école veut leur enseigner. De même, l'alphabétisation se fait plus facilement dans une langue que les enfants connaissent, une langue qu'ils parlent déjà en dehors de l'école. Autrement, cela devient beaucoup plus difficile pour eux, parce qu'ils doivent apprendre deux choses en même temps : à la fois apprendre à lire et à écrire et apprendre une nouvelle langue. D'ailleurs, l'alphabétisation ne consiste pas en l'acquisition de compétences dénuées de tout contexte, comme en mathématiques ; au contraire, nous apprenons à lire et à écrire le mieux dans une langue que nous parlons déjà, que nous utilisons régulièrement.

La recherche montre aussi que la méthode EMILE (Enseignement d'une Matière par l'Intégration d'une langue Étrangère) est une méthode d'enseignement des langues très efficace, promulguée par le Conseil de l'Europe et appliquée dans la plupart des pays européens. Dans le cadre de cette méthode, la nouvelle langue à apprendre est utilisée comme langue

Qu'on le veuille ou non, le Luxembourg est engagé dans un processus de mondialisation, avec des langues comme l'anglais et le français jouant un rôle de plus en plus important.

Jean-Jacques Weber est professeur d'anglais et de sciences éducatives à l'Université du Luxembourg.

d'enseignement dans certaines matières non linguistiques comme l'histoire, la biologie, etc. Un système scolaire fondé sur ces principes essentiels offre à tous les élèves un accès de haute qualité aux langues dont ils ont besoin pour leur réussite, non seulement scolaire, mais aussi professionnelle. Au Luxembourg, ceci comprend au moins un accès de qualité aux langues anglaise et française.

Un nouveau modèle

Sur la base de toutes ces considérations, je proposerais le modèle suivant. Au cycle 1 de l'école fondamentale (préscolaire), les enseignants devront faire preuve d'une attitude positive et tolérante envers toutes les langues, vu l'importance de partir des connaissances dont les enfants disposent déjà. Bien entendu, il faudra développer les connaissances des élèves en langue luxembourgeoise et éventuellement aussi en français. Au début du 2^e cycle (c.-à-d. la 1^{re} année de l'école primaire), le choix de la langue d'alphabétisation doit se faire sur la base des connaissances linguistiques des élèves ; celles-ci comprennent souvent des langues comme le luxembourgeois, le français ou le portugais. Mais elles n'incluent que rarement l'allemand. L'allemand est donc le plus mauvais choix comme langue d'alphabétisation ; or c'est l'allemand qui est la langue d'alphabétisation pour tous les élèves dans le système existant. Le luxembourgeois, le français ou le portugais seraient de meilleurs choix.

En ce qui concerne la langue portugaise comme langue d'alphabétisation, elle ne serait choisie que par les élèves lusophones, ce qui entraînerait une « ghettoïsation » de ces élèves. Une telle ghettoïsation se produit toujours si aucun ou très peu d'élèves dans une filière n'appartiennent pas au groupe dominant dans la société. Le meilleur choix serait donc le luxembourgeois et/ou le français comme langue d'alphabétisation, ce qui m'amène à proposer deux variantes.

Une première variante serait d'envisager des filières « francophones », parallèles aux filières « germanophones » existantes. Il est vrai que, dès qu'on propose de telles filières francophones, on est accusé de promouvoir la ghettoïsation des élèves luso- et romanophones. Or les adversaires de cette option ne comprennent pas grand-chose à l'éducation ni aux enfants, car c'est précisément dans le système existant que les enfants luso- et romanophones sont ghettoïsés, en étant soumis à un enseignement dans une langue d'instruction (l'allemand) que la plupart d'entre eux n'utilisent pour ainsi dire jamais en dehors de la salle de classe. La possibilité de choisir une filière francophone les aiderait à sortir de cette ghettoïsation ; il faudrait juste s'assurer, comme déjà in-

diqué ci-dessus, que dans chaque filière, il y ait aussi un bon nombre d'élèves luxembourgeois. D'ailleurs, le choix d'une filière francophone serait bénéfique à tous ces élèves, car l'emploi du français en tant que langue d'alphabétisation et langue d'enseignement aurait une influence très positive sur le niveau des élèves, qui est souvent insuffisant dans le système existant.

La deuxième variante consiste en un système d'alphabétisation bilingue simultané, avec la moitié des matières enseignées en luxembourgeois et l'autre moitié en français. En ce qui concerne le luxembourgeois, ceci demandera bien entendu une volonté politique de développement de la langue luxembourgeoise pour qu'elle puisse être utilisée comme langue d'alphabétisation et langue d'enseignement. Cette variante implique de plus grands changements dans l'enseignement des langues, surtout en ce qui concerne le rôle de l'allemand. Ainsi, l'anglais devrait être enseigné comme matière à partir du 3^e ou 4^e cycle, ceci à cause de son importance croissante sur les marchés du travail luxembourgeois et européens. Dans les lycées, une quatrième langue – après le luxembourgeois, le français et l'anglais – serait introduite à partir de la classe de 6^e, qui pourrait être soit l'allemand, soit le portugais, l'espagnol ou l'italien (ou une autre langue, l'offre variera selon les lycées). En outre, certaines matières seraient enseignées en anglais et en quatrième langue comme langues d'instruction aux niveaux supérieurs du lycée (respectivement à partir de la 4^e et la 3^e).

Ces deux variantes offriront à tous les élèves un accès de haute qualité aux langues les plus importantes sur le marché du travail luxembourgeois. Même avec la deuxième variante, les élèves luxembourgeois n'auront pas de grandes difficultés à apprendre l'allemand et pourront aussi poursuivre leurs études universitaires en Allemagne s'ils le désirent, tout comme de nos jours, beaucoup d'élèves qui apprennent l'anglais à partir de la 6^e (ou 5^e) choisissent de poursuivre leurs études dans une université anglaise ou américaine. De cette façon, les élèves auront tout comme maintenant la possibilité d'initier leurs études universitaires dans le pays de leur choix. ♦

1 Voir à ce sujet Sylviane Breulheid, Anne-Sophie Genevois, Carlo Klein, « La situation linguistique sur le marché du travail », CEPS/Institute for Development Studies, 2006, coll. Vivre au Luxembourg n° 21, et Carlo Klein, « The valuation of plurilingual competences in an open European labour market », *International Journal of Multilingualism* 4, 2007, p. 262-281.

2 Voir mon nouveau livre *Flexible Multilingual Education: Putting Children's Needs First*, qui sera publié par Multilingual Matters en juin 2014 ; je serai heureux d'envoyer une liste complète des références à toute personne intéressée.

**Le meilleur
choix serait le
luxembourgeois
et/ou le français
comme langue
d'alphabétisation
[...]**
